



Alternatives à la castration à vif des porcs

Opération de co-construction

REALISEE PAR

Le Laboratoire d'Innovation Territoriale « Ouest Territoires
d'Élevage » – LIT OUESTEREL



Avec l'implication de la
Chambre d'Agriculture de Bretagne et de la
Communauté de Communes du Kreiz Breizh



L'interdiction de la castration à vif des porcelets : comprendre la problématique.

Pourquoi castrer les porcelets ?

En France, 80% de porcelets sont castrés¹. La castration limite les comportements agressifs des animaux et évite des accouplements non souhaités. Elle permet aussi d'éviter le risque de produire une viande malodorante, dont ne veulent pas les consommateurs.

Comment se fait la castration des porcelets dans la majorité des cas ?

La castration des porcelets est une tâche répétitive et contraignante pour l'éleveur. Pour des raisons économiques (coût) et organisationnelles (temps et praticité de mise en œuvre), elle est, dans la majorité des élevages qui y ont recours, réalisée sans prise en charge de la douleur opératoire.

Que dit la loi ?

Un arrêté publié en février 2020 au Journal Officiel interdit la castration chirurgicale à vif à l'horizon 2022². Cet arrêté s'inscrit dans un contexte où la demande de pratiques plus respectueuses du bien-être des animaux est grandissante au sein de la société. Si cette interdiction représente bien une avancée en terme de bien-être animal, sa mise en œuvre met une partie des professionnels du secteur face à des difficultés nouvelles.

Quelles difficultés à l'application de ce changement réglementaire ?

Des alternatives à cette pratique existent : poursuivre la castration chirurgicale mais en prendre en charge la douleur (anesthésie locale ou générale), la remplacer par une castration non chirurgicale (immunocastration) ou la supprimer (élevage de porcs en mâles entiers ou uniquement de femelle via la sélection spermatique) Chacune de ces alternatives a des répercussions – positives ou négatives – sur un ou plusieurs maillons de la chaîne de valeurs, de l'éleveur jusqu'au consommateur, perturbant ainsi la filière telle qu'elle est majoritairement organisée. Face à ces difficultés, le choix d'une alternative ou d'une autre ne peut être que le résultat d'un consensus entre tous les maillons de la filière.

Quelle implication du LIT OUESTEREL ?

Dans ce contexte, le LIT OUESTEREL a lancé en 2021 une opération de co-construction³ impliquant un ensemble d'acteurs de la chaîne de valeur porcine bretonne. L'objectif ? Favoriser le dialogue et la compréhension mutuelle des problématiques locales liées à la mise en place d'alternatives et identifier des actions qui pourraient faciliter l'adoption de certaines d'entre elles. Ainsi, 21 participants représentatifs de structures exerçant en Centre Bretagne (ci-dessous nommé « le territoire ») ou à proximité – éleveurs, représentants de groupement d'éleveurs, abatteurs, transformateurs, distributeurs, chercheurs et citoyens consommateurs – ont été conviés à participer à trois temps de réflexion collective entre juillet et novembre 2021.

¹ CHEVILLON P, 2015 : Développement durable et arrêt de la castration

² LEGIFRANCE, 2020. Arrêté du 16 janvier 2020 établissant les normes minimales relatives à la protection des porcs (s. d.)r

³ Méthode de travail participative, visant à mobiliser l'ensemble des parties prenantes dans le processus de recherche et d'innovation de façon à faire émerger des solutions répondant au mieux aux attentes des différents acteurs, des professionnels ou partenaires économiques jusqu'aux usagers du produit ou service

Imaginer collectivement les conditions pour une mise en œuvre réussie d'alternatives à la castration à vif

Comprendre les problématiques responsables de la difficulté à mettre en place localement les différentes alternatives à la castration à vif.

Dans un contexte propice à l'écoute mutuelle, le LIT OUESTEREL a collecté une centaine de questionnements de la part des acteurs présents quant aux conséquences de l'interdiction de la castration à vif des porcelets. Ces questionnements laissent apparaître six grandes problématiques, qui traduisent de la difficulté à mettre en œuvre les différentes alternatives.⁴

Comment prendre en compte le contexte actuel autour de l'élevage pour évoluer dans ses pratiques et son mode de d'élevage ?

14 questions relatives à l'impact de l'interdiction de la castration à vif, « Combien de consommateurs savent que les cochons sont castrés ? », et la crainte des prochaines évolutions règlementaires : « Quel prochain défi ? », « Comment apporter de la visibilité et donc de la sérénité pour demain ? », ...

Comment sécuriser un marché du mâle entier ?

17 questions relatives à la mise en œuvre de l'alternative mâle entier : « Quel est le point de saturation du marché du mâle entier ? » ; « Est-ce que des solutions technologiques sont prêtes pour détecter les mâles entiers odorants ? », ...

Comment sécuriser la pratique et les débouchés du mâle castré ?

14 questions relatives à la mise en œuvre de l'alternative mâle castré avec prise en charge de la douleur : « Quelle charge et quel temps de travail pour l'éleveur ? » ; « Comment répartir les surcoûts afin que l'éleveur ne les supportent pas seul ? », ...

Quelle serait l'acceptation d'autres alternatives à la castration à vif ?

9 questions relatives à la mise en œuvre de l'alternative immunocastration, « Quelle réaction des consommateurs vis-à-vis de l'immunocastration ? », ou sexage de la semence, « est-ce que la solution c'est de ne faire naître que des femelles ? », ...

Comment valoriser les différents types de viandes produites ?

17 questions relatives à la valorisation possible de la viande de porc produite, et ce quel que soit l'alternative à la castration à vif choisie : « Est-ce que les consommateurs est prêt à payer plus cher pour plus de bien-être animal ? », ...

Peut-on faire du Centre Bretagne un territoire pionnier dans la mise en place d'une ou plusieurs alternatives ?

18 questions relatives à la possibilité d'une mise en œuvre locale des différentes alternatives à la castration à vif, « Est-ce que sur le territoire on a toute la chaîne de valeur qui est représentée ? », faisant du Centre Bretagne un exemple prêt à être exporté dans le reste de la France : « Comment faire en sorte que la CCKB puisse être exemplaire sur la question ? » ; « Est-ce qu'on peut s'autoriser à prendre des risques ? », ...

⁴ La liste complète des questionnements formulés par les participants figure dans le compte-rendu l'atelier n°1. Pour le consulter, merci de nous contacter à morgane@assolituouestrel.org

Se projeter dans la résolution de ces problématiques

Pour chacune des problématiques justifiant de la difficulté actuelle à mettre en place les différentes alternatives à la castration à vif, l'objectif a ensuite été de se projeter pour imaginer comment celles-ci pourraient avoir été solutionnées ou contournées dans le futur. En se projetant à 15 ans, les participants ont ainsi partagé plus de 80 visions. Un travail d'analyse de ces visions a permis d'élaborer 5 scénarios d'évolutions de la filière porcine suite à l'interdiction de la castration à vif. Ces scénarios ainsi que certaines des projections ayant contribué à leur formulation sont présentées dans l'encadré ci-dessous⁵ :

Scénario A : La production de mâles entiers devient majoritaire, propulsée par la demande croissante en bien-être animal de la part de la société. Organisée en filière, des évolutions génétiques et nutritionnelles accompagnent cette production dont la conduite en élevage évolue.

16 projections, dont : « dans 15 ans, j'imagine des exploitations organisées en filière » ; « j'imagine une conduite des mâles entier mieux gérée à l'élevage », « dans 15 ans, je vois des abattoirs capables de mieux détecter les carcasses odorantes », « je vois des transformateurs qui connaissent et maîtrisent mieux l'utilisation et la valorisation de la viande de mâles entiers », ...

Scénario B : La castration des porcs est maintenue dans la majorité des élevage à la demande des abatteurs et transformateurs, mais la douleur est prise en charge par anesthésie. Cette production est principalement valorisée sur le marché national et à l'export (et peu ou pas sur les marchés locaux).

21 projections, dont : « Dans 15 ans je vois une technologie permettant une anesthésie facile, rapide et économiquement possible pour l'éleveur » ; « dans 15 ans je vois une plus-value pour la vente de porcs castrés du fait du surcoût lié à la castration », ...

Scénario C : La castration des porcs est maintenue dans certains élevages mais uniquement pour des productions à fortes valeurs ajoutées : les éleveurs négocient leurs prix de vente à la hausse pour prendre en charge le surcoût lié à l'anesthésie

16 projections, dont : « Dans 15 ans je vois que la castration continue uniquement pour la production d'une viande de qualité », « Dans 15 ans je vois que le coût de production plus important lié à l'arrêt de la castration à vif est couvert par une montée en gamme de la viande de porc », ...

Scénario D : L'immunocastration reste peu développée mais apparait comme l'alternative aux freins relevés pour la production de mâles entiers et à ceux des mâles castrés sous anesthésie, les citoyens ne comprenant pas le recours à cette pratique.

6 projections : « Dans 15 ans je vois que l'immunocastration est pratiquée pour des filières très spécifiques de porcs abattus tardivement », « Dans 15 ans je vois que l'ajout d'un vaccin à l'élevage pose problème dans une société qui tend vers toujours plus de naturel », ...

Scénario E : Des acteurs de la CCKB décident de valoriser localement leur production : cette proximité maintient la consommation de viande de porc

21 projections : « Dans 15 ans je vois que le Krezh Breizh est un territoire où se sont mise en place 1 ou 2 alternatives à la castration à vif avec des porcs qui ne souffrent plus, des éleveurs qui ne comptent pas leur sous, des intermédiaires et des distributeurs qui ont une image de marque », « dans 15 ans je vois que marque Krezh Breizh qui valorise la production locale »..

⁵ La liste complète des projections à 15 ans formulés par les participants figure dans le compte-rendu l'atelier n°2. Pour le consulter, merci de nous contacter à morgane@assolituouestrel.org

Réfléchir à la mise en œuvre de chaque scénario d'évolution

Pour chacun des 5 scénarios, les participants ont eu à identifier les freins possibles à leur mise en œuvre. Pour chaque points bloquants identifiés, ils ont proposé des pistes d'actions permettant de les lever. Au total, 20 pistes d'action ont été proposées⁶ :

Points bloquants au Scénario A et pistes d'action possibles :

3 points bloquants détectés : le comportement plus agressif des mâles entiers en élevage, la difficulté à détecter et valoriser les carcasses odorantes de mâles entiers et le manque de gras composant ces carcasses

9 pistes d'actions proposées dont : utiliser des huiles essentielles pour apaiser les porcs, développer une technologie pour la détection d'odeurs de mâles entiers, travailler à une génétique permettant d'obtenir des mâles entiers plus gras, ...

Points bloquants au scénario B et pistes d'action possibles :

4 points bloquants détectés : le manque de praticité et de facilité de la technique d'anesthésie, son surcoût, l'assurance qu'elle soit réalisée et l'acceptabilité par la société du maintien d'une castration

4 pistes d'actions proposées : développer de nouvelles techniques d'anesthésie, modifier la grille Uniporc en valorisant la viande des mâles castrés pour que tout le surcoût de l'anesthésie ne soit pas à la charge de l'éleveur, ...

Points bloquants au scénario C et pistes d'action possibles :

4 points bloquants détectés : le manque de praticité et de facilité de la technique d'anesthésie, son surcoût, l'assurance qu'elle soit réalisée et l'acceptabilité par la société du maintien d'une castration

4 pistes d'actions proposées (redondance avec le scénario 2) : développer de nouvelles techniques d'anesthésie, contractualiser avec les acteurs de l'aval en demande de cette viande de porcs castrés pour des produits à fortes valeurs ajoutés pour répartir le surcoût de l'anesthésie

Points bloquants au scénario D et pistes d'action possibles :

3 points bloquants détectés : l'appréhension de l'éleveur à réaliser la vaccination (crainte d'une réaction agressive de ses animaux ainsi que d'une accidentelle auto-injection), l'incertitude de l'acceptabilité de la filière et de la société à la vaccination des animaux comme castration immunologique « le vaccin c'est pour protéger d'une maladie. Etre un mâle n'est pas une maladie »

3 pistes d'actions proposées : lancer une étude sur l'acceptabilité de l'immunocastration par la filière porcine en France en 2022, lancer une étude sur l'acceptabilité de l'immunocastration par la société en France en 2022, ...

Points bloquants au scénario E et pistes d'action possibles :

2 points bloquants détectés : un nombre insuffisant d'acteurs locaux motivés à mettre en place des alternatives à la castration à vif, un territoire trop restreint pour se permettre le test de plusieurs alternatives localement

3 pistes d'actions proposées : faire une étude de marché auprès des acteurs locaux pour évaluer l'intérêt général du territoire pour la démarche, mettre en place uniquement une filière locale mâles entiers, ...

⁶ La liste complète des pistes d'actions proposées par les participants figure dans le compte-rendu l'atelier n°3. Pour le consulter, merci de nous contacter à morgane@assolituouestrel.org

5 actions prises en main par le LIT OUESTEREL

Mandaté par son comité de pilotage de Bretagne pour instruire certaines des pistes d'actions, le LIT OUESTEREL travaille depuis la fin des ateliers de réflexion collective à la mise en œuvre concrète des actions les plus plébiscitées par le groupe de participants aux ateliers.

Point d'avancement au 1er mars 2023 des différentes actions proposées par le groupe de travail pour aider à la mise en place des alternatives à la castration à vif

Action 1 : Développer de protocoles d'anesthésie locale plus efficaces et plus pratiques

Des tests ont été réalisés dans une ferme expérimentale et dans un élevage commercial dans le cadre d'une opération d'innovation associant trois adhérents, Eureden (coopérative), l'IFIP (institut technique du porc) et Oniris (école vétérinaire). Il s'agit maintenant d'assurer la diffusion de ces protocoles (étude des conditions de diffusion à large échelle chez les éleveurs).

Action 2 : Aider à une conduite d'élevage de mâles entiers plus sereine

L'association LIT OUESTEREL conduit des opérations de traque à l'innovation pour identifier des pratiques permettant d'élever des porcs mâles entiers en limitant les comportements d'agression ou d'accouplement non souhaités.

Action 3 : Développer une technologie de détection des odeurs de mâles entiers

Avec l'appui de l'association et dans le cadre d'une collaboration avec l'INRAE et Bretagne Développement Innovation (agence économique de la Région Bretagne), l'entreprise Le Verre Fluoré met au point un outil laser de détection non invasive des odeurs de mâle entier, sur animaux vivants ou sur carcasses après abattage.

Action 4 : Mettre au point une filière locale mâles entiers

Il s'agit ici d'étudier la faisabilité d'une filière locale de Porcs Blancs de l'Ouest (sauvegarde d'une race régionale) élevés en mâles entiers pour approvisionnement de l'abattoir communal de Rostrenen du territoire pilote breton (faisabilité technique et économique). Cette piste d'action associe l'association, l'INRAE et la collectivité territoriale de la Communauté de communes du Kreiz-Breizh.

Action 5 : Lancement d'une étude sur l'acceptabilité par les différents acteurs, de l'éleveur jusqu'au consommateur, de l'immunocastration

Cette étude, sous la responsabilité de l'association et de quatre de ses adhérents (IFIP, INRAE, groupe Jean Hénaff et Sylaporc) vise à comprendre les points de blocage de chaque maillon pour ensuite concevoir des leviers d'action permettant de les déverrouiller.

En parallèle de ces 5 actions visant à faciliter la mise en œuvre des alternatives à la castration à vif, le LIT OUESTEREL tente d'apporter de la visibilité aux acteurs de la filière porcine sur les enjeux de demain. Pour cela il met en place un référentiel Santé et Bien-Etre Animal. Ce référentiel est construit comme un plan de progrès accessible à tous (éleveurs, transporteurs, abatteurs), prenant en compte les attentes sociétales mais également les contraintes des filières animales.

Vous souhaitez suivre l'avancée de ces actions ?

Pour suivre l'avancée de ces actions ou découvrir d'autres actions que nous menons, n'hésitez pas à vous abonner à notre newsletter et nous suivre sur nos réseaux sociaux. Pour plus de précision, contactez l'équipe du LIT OUESTEREL⁷.

Remerciement

Participants du groupe de travail :



Avec le soutien financier de



⁷ Contact de l'équipe pour les opérations de co-construction Bretagne du LIT OUESTEREL : Morgane Leroux (07 61 53 26 92 ; morgane@assilitouesterel.org)